

Op de voordracht van de Directieraad van de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad;

Besluiten :

**Artikel 1.** In artikel 3 van het ministerieel besluit van 20 januari 2010 tot vaststelling van de functiebeschrijving van de klerken bij de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het eerste lid wordt aangevuld met de bepalingen onder 9°, 10°, 11°, 12° en 13°, luidende :

“9° werken de inventaris van de leveringen bij en zorgen voor ondersteuning bij het uitwerken van de bestellingen van de leveringen;

10° zorgen voor een administratieve ondersteuning binnen de Dienst Economaat en Informatica (klassering, archivering, encoding, briefwisseling met leveranciers en dienstverleners,...);

11° houden de planning bij van de reservaties van de vergaderzalen van de Diensten van het Verenigd College;

12° waken over de veiligheid door toe te zien op het binnenkomen en buitengaan van bezoekers in het gebouw van de Diensten van het Verenigd College;

13° zorgen, in functie van de behoeften, voor een ondersteuning bij het klasseren en archiveren van de dossiers van het geheel van de Diensten van het Verenigd College.”

2° Het tweede lid wordt opgeheven.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 15 april 2016.

**Art. 3.** De Leidend Ambtenaar van de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 april 2016.

Voor het Verenigd College :

De Leden van het Verenigd College,  
bevoegd voor het Openbaar Ambt,

D. GOSUIN

G. VANHENGEL

Sur la proposition du Conseil de direction des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale,

Arrêtent :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 janvier 2010 fixant la description de fonction des commis auprès des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le premier alinéa est complété par les 9°, 10°, 11°, 12° et 13° rédigés comme suit :

« 9° tiennent à jour l'inventaire des fournitures et assurent un support pour l'élaboration des commandes de fournitures;

10° assurent un soutien administratif au sein du Service de l'Economat et de l'Informatique (classement, archivage, encodage, correspondance avec les fournisseurs et prestataires de services, ...);

11° tiennent à jour le planning des réservations des salles de réunions des Services du Collège réuni;

12° veillent à la sécurité en gérant les entrées et les sorties des visiteurs dans le bâtiment des Services du Collège réuni;

13° assurent, en fonction des besoins, un soutien pour le classement et l'archivage des dossiers de l'ensemble des Services du Collège réuni. »

2° L'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 15 avril 2016.

**Art. 3.** Le Fonctionnaire dirigeant des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 avril 2016.

Pour le Collège réuni :

Les Membres du Collège réuni,  
compétents pour la Fonction publique,

D. GOSUIN

G. VANHENGEL

## COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2016/31357]

**28 AVRIL 2016. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération entre la Région wallonne, la Communauté française et la Commission communautaire française en matière de gratuité des détachements dans les cabinets ministériels**

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons et promulguons ce qui suit :

a adopté,

Article premier

Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Article 2

Assentiment est donné à l'accord de coopération du 23 juillet 2015 conclu entre la Région wallonne, la Communauté française et la Commission communautaire française en matière de gratuité des détachements dans les cabinets ministériels. Il sort ses effets à dater du 24 juillet 2014.

Accord de coopération relatif à la gratuité des détachements dans les cabinets ministériels entre le Gouvernement wallon, le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française

Vu les articles 1er, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1er, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le protocole d'accord conclu le 28 juin 2000 entre le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française relatif aux détachements à titre gratuit dans les cabinets de leurs exécutifs respectifs des agents de leurs services;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne, et plus spécialement par l'article 486 tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII, et plus spécialement l'article 108/2 tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 mars 2012;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française, et plus particulièrement l'article 255 tel que modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 décembre 2014;

Considérant qu'un accord de coopération relatif à la gratuité des détachements dans les cabinets ministériels du Gouvernement wallon, du Gouvernement de la Communauté française et du Collège de la Commission communautaire française a été conclu le 28 octobre 2010 par les autorités compétentes;

Considérant qu'il est dans l'intérêt général et de la continuité des services des différents niveaux de pouvoir concernés de faciliter une gestion efficace et solidaire de l'ensemble de leurs instances; les agents détachés continuent à servir leur administration par le travail développé au sein des cabinets ministériels, usant de leur expertise, et, de retour dans leur service d'origine, rapportent le fruit de leurs nouvelles connaissances et maîtrise au niveau de leur administration;

Considérant que, dans le cadre de leur volonté très clairement affirmée de renforcer leur cohésion et, à cet effet, d'accroître encore les synergies entre leurs actions, les Gouvernements wallon, de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française souhaitent mettre en place un régime complet et cohérent permettant que le détachement de personnel, issu de leurs services respectifs, vers le cabinet d'un membre de l'un des exécutifs concernés puisse se faire à titre gratuit;

Considérant dès lors que c'est à juste titre qu'une collaboration de fait basée sur la gratuité des détachements entre les entités signataires s'est développée dès la formation des gouvernements;

Considérant que les Ministres des différents gouvernements des parties signataires ont par conséquent tenu compte de la gratuité des détachements lors de la composition de leur cabinet;

Considérant qu'il s'agit de consolider juridiquement le principe de cohésion défini par les instances gouvernementales et le modèle sur lequel les responsables politiques se sont basés pour assurer une gestion efficace de l'appareil administratif et politique, ceci permettant d'assurer la continuité dans un principe d'utilité publique, ainsi que de stabiliser les relations juridiques qui se sont basées sur cette politique;

Considérant le fait que ce principe a déjà été affirmé le 28 octobre 2010 par la conclusion de l'accord de coopération susmentionné et que la volonté des présents Gouvernements est de prendre la date de début de la législature 2014-2019, à savoir le 24 juillet 2014, comme entrée en vigueur de l'accord de coopération;

Considérant que les réglementations des entités signataires du présent accord ont été adaptées pour permettre les détachements à titre gratuit;

Considérant que les Gouvernements des entités signataires souhaitent étendre le régime de détachements à titre gratuit au personnel des organismes d'intérêt public selon les mêmes modalités que celles qui existent actuellement dans les réglementations applicables aux détachements dans les cabinets des membres des Gouvernements concernés;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne du Ministre-Président, M. Paul Magnette, et en la personne du Ministre de la Fonction publique, M. Christophe Lacroix,

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne du Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne du Ministre de la Fonction publique, M. André Flahaut,

et

La Commission communautaire française, représentée par son Collège en la personne de sa Ministre-Présidente, Mme Fadila Laanan, et en la personne de la Ministre de la Fonction publique, Mme Cécile Jodogne,

Ci-après dénommées les parties à l'accord, ont convenu de ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement wallon, le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française marquent leur accord sur le détachement à titre gratuit des membres du personnel de leurs Services dans les cabinets des Ministres du Gouvernement et des Membres du Collège à dater de l'entrée en vigueur du présent accord.

**Art. 2.** Le Gouvernement wallon, le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française marquent de même leur accord sur le détachement à titre gratuit des membres du personnel de leurs organismes d'intérêt public respectifs dans les cabinets des Ministres du Gouvernement et des Membres du Collège à dater de l'entrée en vigueur du présent accord.

**Art. 3.** Les détachements de membres du personnel des organismes d'intérêt public, en ce compris dans les cabinets des membres du Collège de la Communauté française de la Commission communautaire française, s'opèrent en tenant compte des modalités fixées dans les arrêtés relatifs aux cabinets ministériels.

**Art. 4.** Le présent accord de coopération produit ses effets au 24 juillet 2014.

Bruxelles, le 23 juillet 2015.

Pour le Gouvernement wallon :

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre de la Fonction publique,  
Ch. LACROIX

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Fonction publique,  
A. FLAHAUT

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

La Ministre-Présidente,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de la Fonction publique,  
Mme C. JODOGNE

Bruxelles, le 22 avril 2016.

La Présidente,

Le Secrétaire,

Le Greffier,

Bruxelles le 28 avril 2016.

Pour le Gouvernement francophone bruxellois :

Mme F. LAANAN,

Ministre-Présidente du Gouvernement francophone bruxellois chargée du Budget, de l'Enseignement,  
du Transport scolaire, de l'Accueil de l'Enfance, du Sport et de la Culture

R. VERVOORT,

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois chargé de la Cohésion sociale et du Tourisme

Mme C. JODOGNE,

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois chargée de la Fonction publique, de la politique de la Santé

D. GOSUIN,

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois chargé de la Formation professionnelle

Mme C. FREMAULT,

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois chargée de la Politique d'aide aux Personnes handicapées,  
de l'Action sociale, de la Famille et des Relations internationales

---

#### VERTALING

#### FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2016/31357]

**28 APRIL 2016. — Decreet tot instemming met het samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de kosteloze detachering naar ministeriële kabinetten**

De Vergadering van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, College, bekrachtigen hetgeen volgt :

Heeft aangenomen,

#### Artikel I

Dit besluit regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

#### Artikel 2

Instemming wordt verleend met het samenwerkingsakkoord van 23 juli 2015 dat gesloten werd tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de kosteloze detachering naar ministeriële kabinetten. Het treedt in werking vanaf 24 juli 2014.

Samenwerkingsakkoord betreffende de kosteloze detacheringen in de ministeriële kabinetten tussen de Waalse Regering, de Regering van de Franse Gemeenschap, en het College van de Franse Gemeenschapscommissie  
Gelet op de artikelen 1, 39, 127, 128, 134 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het akkoordprotocol gesloten op 28 juni 2000 tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de kosteloze detacheringen van de personeelsleden van hun diensten in de kabinetten van hun respectievelijke executieven;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, en meer bepaald artikel 486 zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, en meer bepaald artikel 108/2 zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 maart 2012;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, en meer bepaald artikel 255 zoals gewijzigd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 2014;

Overwegende dat een samenwerkingsakkoord betreffende de kosteloze detacheringen in de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering, de Regering van de Franse Gemeenschap, en het College van de Franse Gemeenschapscommissie werd gesloten op 28 oktober 2010 door de bevoegde overheden;

Overwegende dat het in het algemeen belang is en voor de continuïteit van de diensten van de verschillende betrokken beleidsniveaus om een efficiënt en solidair beheer van het geheel van hun instanties te vergemakkelijken; de gedetacheerde ambtenaren blijven hun administratie dienen door het werk dat zij in de ministeriële kabinetten verrichten, waarbij zij hun expertise gebruiken, en, als zij in hun oorspronkelijke dienst terugkomen, kunnen zij de nieuwe kennis en de ervaring die zij hebben verworven in de kabinetten op het niveau van hun administratie gebruiken;

Overwegende dat in het kader van hun zeer duidelijke wil om de cohesie te versterken en, daartoe, de synergieën tussen hun acties nog te verstevigen, de Waalse Regering, de Regering van de Franse Gemeenschap, en het College van de Franse Gemeenschapscommissie een volledig en samenhangend stelsel tot stand wensen te brengen dat de kosteloze detachering zal mogelijk maken van personeel uit hun respectievelijke diensten naar het kabinet van een lid van één van de betrokken executieven;

Overwegende dat derhalve een terechte feitelijke samenwerking op basis van de kosteloze detachering tussen de ondertekenende partijen zich ontwikkeld heeft zodra de Regeringen gevormd werden;

Overwegende dat de Ministers van de verschillende Regeringen van de ondertekenende partijen bijgevolg rekening hebben gehouden met de kosteloze detachering tijdens de samenstelling van hun kabinet;

Overwegende dat het hier gaat om een juridische versterking van het cohesie begrip bepaald door de regeringsinstanties en van het model waarop de politieke verantwoordelijken zich hebben gebaseerd om een efficiënt beheer van het administratief en politiek apparaat te verzekeren, waarbij de continuïteit wordt verzekerd volgens een principe van openbaar nut en ook de juridische relaties worden gestabiliseerd die op dit beleid zijn gebaseerd;

Gelet op het feit dat dit beginsel reeds op 28 oktober 2010 werd bevestigd door het sluiten van het bovenvermelde samenwerkingsakkoord en dat de wil van deze Regeringen erin bestaat om de begindatum van de legislatuur 2014-2019 te nemen, namelijk 24 juli 2014, als datum voor de inwerkingtreding van het samenwerkingsakkoord;

Overwegende dat de reglementeringen van de ondertekenende partijen van dit akkoord werden aangepast om de kosteloze detacheringen mogelijk te maken;

Overwegende dat de Regeringen van de ondertekenende partijen de kosteloze detacheringen tot het personeel van de instellingen van openbaar nut wensen uit te breiden volgens dezelfde modaliteiten die momenteel gelden voor de reglementeringen die van toepassing zijn op de detacheringen in de kabinetten van de leden van de betrokken Regeringen;

Het Waalse Gewest vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Paul Magnette, en in de persoon van haar Minister van Ambtenarenzaken, de heer Christophe Lacroix,

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte en in de persoon van haar Minister van Ambtenarenzaken, de heer André Flahaut,  
en

De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door haar College, in de persoon van haar Voorzitster, Mevr. Fadila Laanan, en in de persoon van haar Minister van Ambtenarenzaken, Mevr. Cécile Jodogne,

Hieronder deelgenoten in het akkoord genoemd, zijn overeengekomen wat volgt :

**Artikel 1.** De Waalse Regering, de Regering van de Franse Gemeenschap, en het College van de Franse Gemeenschapscommissie stemmen in met de kosteloze detachering van de personeelsleden van hun Diensten in de kabinetten van de Ministers van de Regering en van de Leden van het College vanaf de datum van inwerkingtreding van dit akkoord.

**Art. 2.** De Waalse Regering, de Regering van de Franse Gemeenschap, en het College van de Franse Gemeenschapscommissie stemmen ook in met de kosteloze detachering van de personeelsleden van hun respectievelijke instellingen van openbaar nut in de kabinetten van de Ministers van de Regering en van de Leden van het College vanaf de datum van inwerkingtreding van dit akkoord.

**Art. 3.** De detacheringen van de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut, met inbegrip van de detacheringen in de kabinetten van de leden van het College van de Franse Gemeenschap van de Franse Gemeenschapscommissie geschieden rekening houdend met de modaliteiten bepaald in de besluiten betreffende de ministeriële kabinetten.

**Art. 4.** Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op 24 juli 2014.

Brussel, 23 juli 2015.

Voor de Waalse Regering:

De Minister-president,  
P. MAGNETTE

De Minister bevoegd voor het openbaar Ambt,  
Ch. LACROIX

Voor de Franse Gemeenschapsregering:

De Minister-president,  
R. DEMOTTE

De Minister bevoegd voor het openbaar Ambt,  
A. FLAHAUT

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie:

De Minister-presidente,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister bevoegd voor het openbaar Ambt,  
Mevr. C. JODOGNE

Brussel, 22 april 2016.

De Voorzitster,

De Secretaris,

De Griffier,

Brussel, 28 april 2016.

Voor de Brusselse Franstalige Regering:

Mevr. F. LAANAN,

Minister-Presidente van de Brusselse Franstalige Regering bevoegd voor de Begroting, het Onderwijs,  
het Schooltransport, de Kinderopvang, Sport en Cultuur

R. VERVOORT,

Minister van de Brusselse Franstalige Regering bevoegd voor de sociale Cohesie en het Toerisme

Mevr. C. JODOGNE,

Minister van de Brusselse Franstalige Regering bevoegd voor het openbaar Ambt, het Gezondheidsbeleid

D. GOSUIN,

Minister van de Brusselse Franstalige Regering bevoegd voor de Beroepsopleiding

Mevr. C. FREMAULT,

Minister van de Brusselse Franstalige Regering bevoegd voor het Hulpbeleid voor personen met een handicap,  
de sociale Actie, het Gezin en Internationale Betrekkingen